

Les sénateurs couchés par la pression médiatique

écrit par Gilles La Carbona | 7 mars 2024

« Elle crachait de plus en plus de sang » : renvoyée chez elle, Anna est morte 4 heures après son passage aux urgences

🕒 Lecture 1 min

Accueil • Faits divers



« Elle crachait de plus en plus de sang » : renvoyée chez elle, Anna est morte 4 heures après son passage aux urgences

🕒 Lecture 1 min

Accueil • Faits divers



Quand une société apporte plus de crédit à la destruction d'un être qu'à sa protection, on peut légitimement penser qu'elle est sur la pente de la décadence. Quand cette même société est représentée par des personnes qui n'ont plus le cran de faire respecter leurs opinions et qui se couchent devant une savante pression médiatique orchestrée, l'impression de décomposition est confirmée. C'est ce qui s'est passé avec l'inscription dans la Constitution du droit à l'avortement. Le Figaro révèle que les Sénateurs de droite et du centre ont « lâché l'affaire » car systématiquement accusés d'être contre l'IVG, montrés du doigt par les tenants de cette inscription. Etait-ce un droit menacé ? Pas que nous sachions, aucun parti n'entendait le remettre en question, même celui appelé à dessein « Extrême droite ». Il n'y avait donc pas lieu de l'inscrire dans notre Constitution, d'autant qu'en parallèle nous assistons à une dégradation de l'accès aux soins sans précédent et un délitement global des droits et services garantis par l'État.

C'est ce droit là qui aurait dû être à l'honneur, pas celui de considérer l'IVG comme une nécessité constitutionnelle. Un Etat qui ne protège plus le vivant a-t-il encore un avenir ? Pendant que toute cette clique se gobergeait de discours grandiloquents, une femme mourait pour avoir été chassée des urgences faute de pouvoir y être soignée. Combien d'autres cherchaient une maternité pour accoucher dans des conditions dignes ? Mais tout cela les instigatrices de cette demande ne s'en préoccupent pas, et l'on va, confondant à dessein le droit des femmes avec celui du vivant, et la détresse d'une grossesse obligée ou à problème avec une émancipation féminine que beaucoup de femmes d'ailleurs ne cautionnent pas sous cet angle. En faisant de l'IVG un droit constitutionnel n'a-t-on pas détourné l'esprit de la loi Veil et transformé l'exceptionnel en banal, le ramenant à un moyen de contraception éloigné du caractère urgent et inévitable qu'il revêtait ? Mais bien entendu le politique a misé une fois de plus sur l'émotionnel... et ça marche ! La preuve, même ceux qui n'en voulaient pas ont « craqué ». Si nous devons inscrire dans la constitution tout ce qui touche au quotidien ou à la vie courante, le texte va ressembler au bottin de Paris. Il fallait à la macronie un coup de pub après ses échecs du salon de l'agriculture et les déclarations sur l'Ukraine, ce vote est venu à point nommé.

Les Sénateurs entre autres ont donc cédé à la pression médiatique et aux idéologues gauchistes, qu'ils ont jugé insupportables. Mon Dieu comme nous aimerions qu'ils soient touchés de la même sensibilité pour destituer Macron, mais là aucun risque, ils vont retrouver la virilité qu'ils ont laissé au vestiaire du Congrès. S'il est une réforme qui serait la bienvenue c'est celle de laisser au seul peuple le soin de modifier la constitution. Il est inadmissible d'assister à ce spectacle, où nous voyons cette bourgeoisie s'arranger entre elle et décider en lieu et place du théoriquement unique détenteur de la souveraineté, ce qui

doit figurer ou pas dans la constitution. On écarte les manants, ils n'ont pas droit au chapitre. C'est, avec le 49.3 à répétition, une nouvelle insulte infligée aux Français. C'est à cela qu'ils devraient s'atteler. Nos élus éviteraient ce malaise insoutenable dont ils ont été les victimes à leur insu bien entendu, et apaiserait ainsi leur conscience tiraillée entre la volonté d'exprimer le fond de leur pensée et la crainte d'être socialement excommuniés. Ce sont des humains et leur souhait est avant tout de passer pour des gentils, à ce titre ils acceptent tout dès qu'il s'agit de préserver leur réputation. Car c'est bien de cela dont il s'agit. Ils ont préféré protéger leur image, à défaut d'affirmer leurs convictions. Comment être bien gouverné avec une telle caricature de représentants ? S'étonneront-ils que les citoyens désertent les urnes ? En confisquant le droit de changer le texte de cette constitution au seul qui devrait en être autorisé, le peuple, ils confortent ce dernier dans l'abstention. De plus, quand on voit avec quelle faculté ils se couchent devant la pression médiatique, on hésite entre la colère et la démission.

C'est la seconde option qui se développe de plus en plus ces dernières années et la faute, ou la stratégie, en revient à eux seuls. Toute cette mascarade n'est pas de bon augure pour le futur vote sur l'Ukraine ou l'on risque de voir cette même classe trembler à l'idée d'être désignée par la presse subventionnée comme traître à la nation. Pour s'éviter un tel affichage, ils vont se coucher une fois de plus et voter dans le sens de la pensée de Macron, l'autorisant à accélérer ses préparatifs de guerre et à se retourner vers eux pour les rendre responsables du drame qui adviendra ensuite. A trop vouloir se noyer dans la masse pour ne plus être différent, on finit dans l'insignifiant. **Pour rappel, puisqu'il semble que cette nouvelle génération ne soit pas au courant, deux puissances nucléaires ne peuvent pas se faire la guerre.** Si elle ne comprend pas

pourquoi, c'est qu'elle n'a rien à faire aux commandes de notre pays. Quant aux plus anciens, et il y en a notamment au Sénat, il serait bon de rappeler ce fait à ces trentenaires bardés de diplômes mais dépourvus du bon sens et d'une faculté d'analyse des enjeux et des situations qui fait froid dans le dos. Incapables de concevoir le monde autrement que par un jeu de tableaux informatiques, laissant sans doute à l'Intelligence Artificielle, le soin de dicter leur conduite, il est à redouter que le logiciel ne prenne pas en compte des paramètres comme l'honneur, le sens du sacrifice, et celui de l'amour de la patrie.

Allons-nous assister une fois de plus à la défaite des élus face au chantage émotionnel ? Le changement sera long, très long avant de nous débarrasser de toute cette clique apeurée et n'osant plus parler ni provoquer les débats salutaires que le peuple réclame. Au RPF, nous sommes droits dans le Gaullisme, répétons que c'est plutôt le droit à être soigné dignement qui aurait dû entrer dans la Constitution, en ces temps où il se perd et redisons que la guerre en Ukraine n'est pas notre guerre. L'Ukraine n'est ni dans l'Europe, ni dans l'OTAN et une telle débauche d'argent et d'armes en direction de ce pays, le plus corrompu d'Europe, n'a pas lieu d'être. La voie diplomatique et la paix doivent devenir le seul objectif qui vaille.

[Rassemblement du Peuple Français](#)

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire

□